



HAL
open science

Edito #19 / Saisir la ville au rythme des événements

Marie Bonte, Séverin Guillard, Charlotte Ruggeri

► **To cite this version:**

Marie Bonte, Séverin Guillard, Charlotte Ruggeri. Edito #19 / Saisir la ville au rythme des événements. revue Urbanités, 2024, 19, <https://www.revue-urbanites.fr/19-edito/>. halshs-04639105

HAL Id: halshs-04639105

<https://shs.hal.science/halshs-04639105v1>

Submitted on 8 Jul 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Urbanités

#19 / Urbanités événementielles

Juin 2024

Edito #19 / Saisir la ville au rythme de ses événements

Marie Bonte, Séverin Guillard et Charlotte Ruggeri



Couverture : entrée d'un événement pendant un festival de théâtre de rue à Glasgow
(Séverin Guillard, 2021)

Pour citer cet éditio : Bonte M., Guillard S. et Ruggeri C., 2024, « Editio #19 / Saisir la ville au rythme des événements », *Urbanités*, juin 2024, [en ligne](#).

Le 17 mai 2024, *M, le magazine du Monde*, consacre un dossier à la ville de Saint-Denis, observée sous différentes facettes, au moment où elle s'apprête à jouer un rôle clé lors des Jeux Olympiques et Paralympiques. En couverture, le magazine titre « Saint-Denis, centre du monde », faisant le lien entre la fonction centrale occupée par la ville dans une compétition sportive d'envergure mondiale, et son statut de ville-monde où s'y croisent plus de 120 nationalités. Pourtant, cette affirmation est nuancée par le sous-titre du dossier, où Saint Denis est présentée par une autre dénomination : « l'autre ville des Jeux Olympiques ». Ainsi, malgré la fonction centrale à laquelle Saint-Denis pourrait prétendre durant les Jeux Olympiques, en accueillant les athlètes au Village Olympique et les épreuves localisées au nouveau Centre Aquatique et au Stade de France, la ville garderait un rôle secondaire face à la vraie capitale des Jeux : Paris. Si les Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 ont été présentés comme un moyen de remettre la lumière sur les territoires périphériques de Seine-Saint-Denis, ce sous-titre laisse planer un doute sur le fait que ce grand événement soit effectivement parvenu à renverser les hiérarchies qui existent entre les espaces urbains de la région parisienne.

Plus largement, cette ambiguïté pose la question du rôle dévolu aux événements dans les stratégies de développement urbain. Dans les dernières décennies, ces manifestations se sont imposées comme une pierre angulaire des politiques urbaines, destinées à renforcer les secteurs porteurs de croissance (notamment le tourisme), et à apporter des retombées positives en termes d'image pour certains territoires. Ce rôle persistant des événements en ville est perçu de longue date dans la recherche universitaire : depuis les années 1990, des études ont montré comment le nombre de ces événements était allé croissant, transformant en un mouvement durable ce qui était au départ perçu comme une simple « festivalomanie » (Boogarts, 1993). En parallèle de cette augmentation quantitative, ces manifestations ont acquis une place de plus en plus centrale dans les stratégies de développement urbain, en étant utilisées comme un moyen d'affirmer la place de ces territoires dans la mondialisation. Ainsi, l'accueil de grands événements itinérants (COP26 à Glasgow, Coupe du monde de football) ou la pérennisation de fêtes et festivals organisés de manière récurrente (festivals de musique ou de cinéma, par exemple) est aujourd'hui un objectif majeur des politiques urbaines et parfois nationales, afin de peser dans le jeu de la concurrence entre les territoires métropolitains.

Dans les recherches francophones puis anglophones, ces enjeux ont été abordés par le biais d'une diversité de notions (ville festive, ville événementielle) et de processus (festivalisation, eventalisation ou eventification des espaces urbains) (Richards et Palmer, 2004 ; Chaudoir, 2007 ; Gravari-Barbas, 2009 ; Smith, 2016 ; Gold et Gold, 2020...). Inscrites dans des disciplines ou champs thématiques divers (géographie, urbanisme, *tourism* ou *event studies*...), ces études n'ont pas toujours adopté le même angle d'approche, donnant à voir quatre grandes traditions de recherche. Les événements urbains ont d'abord été observés dans le cadre de travaux menés en géographie sur les fêtes et les festivités en ville : ayant émergé dès les années 2000 dans le monde francophone, dans le sillage des géographies sociales et culturelles (Brennetot, 2004 ; Di Méo, 2005), cet intérêt pour la fête et les festivités s'est renouvelé plus récemment dans le cadre de réflexions autour de la nuit et des activités nocturnes ou, plus largement, des rythmes urbains (Giordano et Ong 2017 ; Bonte 2024). Une deuxième tradition de recherches émane des études sur le tourisme. Portant au départ surtout sur les événements sportifs internationaux souvent situés dans les grandes métropoles (Jeux Olympiques, Coupes du monde), ces travaux se sont progressivement ouverts à une diversité de manifestations, incluant également des festivals de plus petite dimension, structurés autour de pratiques et productions culturelles diverses (Quinn, 2009). Un troisième ensemble de recherches est issu des études urbaines et de l'urbanisme (Chaudoir, 2007) : dans ce champ d'étude, c'est la montée en puissance de la ville événementielle comme nouveau référentiel du développement urbain, dans la continuité des discussions autour de la ville créative, qui explique l'émergence de ces travaux. Les études sur les événements accompagnent en cela un intérêt grandissant en urbanisme pour les pratiques artistiques et culturelles en ville (Vivant, 2009 ; Ambrosio et Guillon, 2014). Dans une perspective plus critique, des travaux plus récents examinent les héritages sociaux et culturels, matériels et immatériels des événements, par le biais des processus d'exclusion et des inégalités : ils montrent ainsi comment l'événement, certes temporaire,

peut les inscrire durablement et d'une manière renouvelée dans la ville (Spracklen et Lamond, 2016 ; Lamond et Platt, 2016).

Ce que l'événement fait à la ville

En proposant d'observer les villes depuis les événements qui s'y préparent et s'y déroulent, ce numéro s'inscrit donc dans l'actualité des réflexions sur la ville, mais aussi dans celles qui touchent, en 2024, la France et sa région-capitale. Depuis quelques années, l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 conduit à l'émergence de travaux, publications et actions de chercheur·ses et de collectifs¹ qui offrent des regards renouvelés sur l'événement et ses héritages, que ce soit en l'abordant sous des angles économiques, sécuritaires, ou encore en termes de justice sociale et environnementale (Gintrac et Kloeckner, 2019 ; Picaud, 2021 ; Lindgaard, 2024 ; Paddeu, 2024). Au sein de la revue *Urbanités*, plusieurs articles ont déjà pu se faire l'écho de ces débats (Barandier, 2014 ; Jeannier, 2014 ; Dorignon, 2014 ; Sallenave, 2017 ; Bonte et Duc, 2020) sans qu'un numéro ait été explicitement dédié aux événements. Ce numéro sur les urbanités événementielles, qui élargit le propos à une vaste panoplie d'événements dont l'ampleur, la fréquence et la renommée varient, se donne donc pour objectif d'examiner ce que l'événement fait à la ville.

En particulier, ce numéro propose d'aller au-delà d'un « agenda positiviste » (Robertson *et al.*, 2018) qui tend à considérer tout événement en ville comme nécessairement bénéfique pour cette dernière, via des analyses qui ne les observent pas à travers le seul prisme de leur contribution économique. L'argument des retombées positives sur les économies urbaines, qui justifie souvent des aménagements et investissements conséquents – y compris au détriment d'autres secteurs de la vie en ville – pose en effet la question de la redistribution des bénéfices : à quel·les citoyen·nes profitent vraiment ces événements ?

Au centre des enjeux de ce numéro figure aussi la question de l'inscription spatiale de ces manifestations et leur empreinte sur la matérialité urbaine : quelles traces laissent-elles dans la ville ? Si elles investissent souvent les lieux et infrastructures existantes, comme les parcs d'expositions, les stades, les espaces publics en les détournant de leurs usages habituels, la planification en amont de méga-événements d'envergure internationale occasionne le lancement ou l'accélération de grands chantiers, qu'il s'agisse de renouvellement urbain, ou d'infrastructures de transport. Les opérations de construction en cours font souvent l'objet de contestations, tandis que les événements passés sont inscrits dans le tissu urbain et normalisés : c'est le cas des aménagements effectués autour de la Porte Dorée et du bois de Vincennes, à l'occasion de l'exposition coloniale de 1931. À l'inverse, de nombreux équipements ou zones bâties *ad hoc* sont laissées à l'abandon, témoignant d'une urbanité événementielle à [l'obsolescence programmée](#). Ce constat amène aussi à se poser la question de l'empreinte environnementale générée par les événements. Alors que le coût écologique des événements fait l'objet d'une attention grandissante (Duffy et Mair, 2021), assiste-t-on peu à peu à l'émergence d'urbanités événementielles qui soient plus durables ?

Le numéro interroge également les rapports sociaux et les hiérarchies que les événements peuvent bousculer ou renforcer : peut-on parler d'une cohésion sociale plus importante au cours des événements, supposés provoquer la rencontre ? De par leur caractère circonscrit dans l'espace et dans le temps, certains moments festifs permettent une plus grande visibilité des populations stigmatisées, comme au cours des *prides* ou de certains carnivals. Quelle est la portée sociale et politique des événements, en termes de mise en visibilité et d'inclusivité ? À l'inverse, quelles stratégies d'invisibilisation, de mise à l'écart des populations indésirables sont mises en œuvre, afin de produire l'image d'une ville apaisée, voire aseptisée ? Comment s'accommoder alors de dispositifs sécuritaires de plus en plus importants, dans lesquels les processus d'exclusion (par le genre, la race, la classe sociale, l'âge...) jouent souvent à plein ? (Platt et Finkel, 2020) Si les moments festifs peuvent être l'occasion d'assouplissements des

¹ Le Comité de vigilance des JO 2024, ou le collectif Saccage 2024 par exemple.

normes, il reste qu'ils sont organisés et gérés par un secteur d'activité très segmenté. Des élites urbaines hypermobiles aux ouvrier·es en situation migratoire travaillant sur les chantiers, quelles hiérarchies d'un travail mondialisé les événements donnent-ils à voir ?

À travers la question des événements, ce numéro s'intéresse aux manifestations qui rythment le calendrier de nombreuses villes dans le monde. S'il exclut les temps les plus ordinaires de la festivité en ville (comme ceux qui rythment habituellement la vie nocturne), il rassemble des contributions relatives à différents types d'événements durant lesquels la ville sort de sa temporalité quotidienne. Il permet ainsi d'observer le rôle joué par les événements en ville sous des angles d'approche particulièrement divers. Des Jeux Olympiques au Tour de France, du Hellfest aux Rencontres Photographiques d'Arles, des Capitales Européennes de la Culture à l'événementiel ordinaire à Montréal, les articles de ce numéro mettent d'abord l'accent sur une grande diversité de manifestations dans leur ampleur (des méga-événements de renommée mondiale aux fêtes et festivités à rayonnement local), comme dans leur thématique (événements culturels, sportifs, carnivals...). Avec des articles portant sur Paris, Rio de Janeiro, Dubaï, Montréal, Lugo, Clisson, Arles, en plus de textes qui proposent une réflexion à l'échelle du territoire français, ce numéro montre en outre le rôle joué par les événements dans une multitude de localités, tant dans les pays des Nordes que des Suds, et tant dans les grandes métropoles que dans les villes petites et moyennes. Enfin, les contributions proposées explorent la manière dont, au delà du caractère en apparence éphémère des événements, la festivalisation des espaces urbains admet diverses temporalités, depuis la candidature des villes à l'accueil d'une manifestation, processus qui tend lui-même à devenir un événement, jusqu'aux héritages sociaux, spatiaux et économique laissés après coup (par exemple dans le cas des JO de Rio, de l'Expo de 2020 à Dubaï), en passant par la mise en mouvement des villes pour la préparation (voir le cas des JO à Saint-Denis par exemple) et les bouleversements provoqués par le « moment événementiel » (voir le cas du Hellfest à Clisson, ou des villes-étapes du Tour de France).

Ces différents articles offrent donc, à travers chacune de leurs perspectives, des regards qui prolongent et renouvellent les travaux qui étudient, depuis plusieurs décennies, la place grandissante occupée par les événements en ville. Dans ce numéro, ces dialogues s'expriment en particulier vis-à-vis de trois domaines : le rôle des événements dans la production institutionnelle de la ville, leur inscription dans l'espace urbain, et leur influence sur la vie quotidienne des citoyen·es.

Événements et production institutionnelle de la ville

Dans la continuité du paradigme de la « ville créative » (Tremblay et Tremblay, 2010), les événements sont devenus un nouveau credo de la fabrique des espaces urbains dans un contexte néolibéral. C'est ainsi que, ces dernières décennies, de nombreux acteur·ices de la production institutionnelle de la ville ont présenté les événements comme porteurs de nombreux atouts. Ceux-ci sont généralement envisagés sous un angle économique : en période de crise des investissements publics, ces manifestations seraient un moyen d'attirer de nouvelles ressources (en particulier celles du secteur privé), et de stimuler les politiques de développement urbain en les structurant autour d'un projet commun. Ce récit est soutenu par l'idée que les événements ont joué un rôle central dans la régénération de nombreuses villes restées à la marge de certains grands cycles économiques : c'est le cas, dans les pays des Nordes, de villes ayant été confrontées à la désindustrialisation (Glasgow, Liverpool, Lille...) mais aussi, dans les pays des Suds, de certaines qui tentent de se faire une place dans la mondialisation (Johannesburg ou Bakou par exemple) (Gravari-Barbas et Jacquot, 2007 ; Mooney, 2004 ; Gogishvili, 2018).



1. Le Green Point Stadium du Cap, construit pour la Coupe du monde de football de 2010 (Marine Duc, 2019)

Cependant, le recours systématique aux événements pour résoudre les problèmes économiques rencontrés par les villes soulève le risque que les événements ne correspondent qu'à une simple « rustine » (*quick fix*) (Quinn, 2005), qui évite d'aborder les causes des problèmes économiques rencontrés par les villes. La question se pose d'autant plus que, dans la recherche universitaire, de nombreux travaux montrent que l'utilisation des événements dans un objectif de croissance économique se fait au détriment d'autres enjeux (Finkel et Platt, 2020). Ainsi, dans les dernières décennies, la mise en place de ces politiques à Glasgow s'est déroulée dans une ville où les inégalités sociales se sont creusées : l'accueil de nombreuses manifestations de grande ampleur a bien participé à transformer l'image de la ville et à régénérer son économie, mais ce dynamisme semble avoir bénéficié avant tout à de nouvelles classes créatives, venues de l'extérieur de la ville pour travailler dans le secteur culturel et événementiel (Mooney, 2004). Des questionnements grandissants se posent aussi vis-à-vis du coût environnemental induit par ces politiques urbaines (Duffy et Mair, 2021).

Les différents articles proposés dans ce numéro permettent de nourrir ces discussions, en allant au-delà du mythe de la croissance économique impulsée par les événements, pour observer de manière fine les multiples contributions que ceux-ci peuvent avoir au développement et à l'animation des villes. En mobilisant différentes analyses quantitatives sur les festivals organisés en France, [l'article de Julien Audemard, Aurélien Djakouane, Edwige Millery et Emmanuel Négrier](#) montre comment, derrière un phénomène généralisé de « festivalisation » de la culture à l'échelle nationale, les festivals ne jouent pas le même rôle dans chacun des territoires où ils sont implantés. Dans les grands centres urbains, la densité de l'offre culturelle renforce la fonction culturelle de ces événements : présentés comme un moyen de valoriser un domaine artistique, ils sont fréquentés par un public avide de culture, mais aussi plus facilement indifférent à une offre envisagée comme banale. À l'inverse, les festivals présents dans des petites villes ou des bourgs ruraux sont perçus avant tout à travers leur fonction sociale, comme un moyen de créer du lien dans ces territoires. Dans certains cas, la mise en place d'une politique événementielle apparaît aussi comme un moyen de guider les politiques publiques. C'est ce qu'illustre [l'article de Cristina S. Algarra](#), en comparant différentes villes candidates au label Capitale Européenne de la Culture en 2028. En se concentrant sur la phase de candidature, l'auteur montre comment, à cette

étape, l'enjeu pour les villes n'est pas tant de gagner la compétition que d'initier de nouvelles dynamiques locales : la phase de candidature devient un événement en soi, au cours duquel les villes peuvent tenter de rebâtir leur image ou tisser des liens entre des acteurs ou des territoires fonctionnant de manière isolée.

Si la contribution des événements au développement des territoires est variée, leur pérennité n'est pas assurée pour autant : c'est ce que montre [l'article de Gwendal Simon](#) sur les Rencontres de la photographie à Arles. Si ce festival a contribué à un regain d'intérêt pour le centre-ville, posant les bases de sa gentrification, ce processus a progressivement réduit l'emprise de cette manifestation dans la ville. Concurrencé par l'émergence d'une offre culturelle et événementielle privée, ce festival connaît dorénavant des difficultés à trouver des lieux où implanter ses expositions, et se retrouve à la marge d'un dynamisme qu'il a pourtant contribué à créer. La gestion privée de nombreux événements de grande ampleur pose aussi la question du rôle que ceux-ci peuvent avoir dans les stratégies mises en place par les pouvoirs publics, ainsi que par d'autres acteur·ices opérant à l'échelle locale. Ainsi, [l'article de Lise Bodin, Corentin Charbonnier et Thomas Sigaud](#) montre comment le Hellfest à Clisson s'est d'abord déployé indépendamment de toute politique de développement territorial : sa place a donc plutôt fait l'objet de négociations avec les pouvoirs publics, qui se sont progressivement investis dans l'aménagement de l'espace situé aux alentours du site du festival, mais aussi avec les commerçant·es qui tentent de bénéficier des retombées de l'événement.

En plus d'apporter une perspective plus nuancée sur le rôle joué par les événements dans le développement économique des villes, ce numéro témoigne également de la manière dont les politiques événementielles menées par les acteurs institutionnels locaux ont peu à peu évolué. L'intérêt croissant porté à la contribution sociale, voire environnementale, que peut apporter de telles politiques, est examiné dans [l'article de Cristina S. Algarra](#) : alors que les projets proposés pour le label Capitale Européenne de la Culture se sont longtemps fondés sur l'idée de susciter une meilleure connexion entre les habitant·es des villes européennes, favorisées par des mobilités en avion, les projets déposés pour l'année 2028 sont au contraire l'occasion de réflexions sur des modèles de villes plus durables, avec une mise en avant des mobilités douces. À cette question de la durabilité s'adjoint une valorisation des événements comme un moment permettant d'expérimenter une ville plus inclusive, en reliant les populations et les territoires entre eux.

Cependant, cet affichage d'une ville événementielle réorientée vers des objectifs sociaux et environnementaux n'est pas sans poser certaines questions. Des travaux récents ont bien montré comment, lors des événements, l'injonction à la durabilité pouvait être porteuse d'ambiguïtés, témoignant de rapports de pouvoir dans la manière de concevoir l'écologie urbaine (Paddeu, 2024), tandis que la promesse d'une meilleure inclusion des populations locales pouvait en fait conduire à la diffusion de logiques néolibérales dans le domaine de la participation citoyenne (Guillard et McGillivray, 2022). Dans ce numéro d'*Urbanités*, ces tensions sont évoquées principalement par rapport aux réorientations sociales de la ville événementielle. Cela se retrouve par exemple dans [le cas de Montréal, étudié par Marie-Laure Poulot](#). Dans les cinquante dernières années, Montréal s'est imposé comme un exemple emblématique de « ville festive », comme en témoigne l'aménagement, à partir des années 2000, d'un Quartier des Spectacles. Cependant, depuis quelques années, les politiques événementielles s'éloignent de ces stratégies de grande ampleur : elles se déclinent dorénavant en des initiatives plus locales, à l'échelle des quartiers et arrondissements, et inscrites dans le quotidien des habitant·es. Organisées par les Sociétés de Développement Commercial, ces manifestations visent à incarner le bien-vivre dans ces quartiers, et se veulent ancrées, participatives, et potentiellement inclusives. Pourtant, comme l'évoque Marie-Laure Poulot, ces événements ne traduisent pas un renversement total des préceptes qui guidaient jusqu'ici la ville événementielle. En valorisant la singularité des quartiers, ils témoignent en réalité d'une transposition de la concurrence qui se joue habituellement entre les villes à l'échelle des quartiers, ce qui donne lieu notamment à des aménagements qui accompagnent la gentrification résidentielle.

Ces questionnements autour de ce tournant social de la ville événementielle se posent également dans le cas des Jeux Paralympiques de Paris 2024. Comme [l'explique Florie Bresteaux dans son article sur le sujet](#), le dossier déposé par Paris auprès du CIO pour l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 intégrait un argument fort : l'idée que cet événement pourrait favoriser une plus grande inclusivité des espaces urbains parisiens, notamment à destination des personnes en situation de handicap. La valorisation de cette dimension fait écho à une démarche, entreprise depuis plusieurs années par la ville de Paris, pour se présenter comme un modèle de « ville inclusive » (Hancock et Lieber, 2017). Cependant, cette démarche se fonde sur une conception restrictive de l'inclusivité, limitée à la seule question de l'accessibilité, qui met de côté toute transformation en profondeur des environnements et comportements sociaux. Ainsi, cette revendication d'un modèle plus social de ville événementielle ne dissimulerait-elle pas en réalité des politiques dont l'objectif reste toujours d'affirmer la conformité des villes avec les modèles urbains dominants ? L'idée d'une ville plus inclusive viendrait alors succéder à d'autres impératifs auxquels doivent se conformer les villes, comme ceux de la ville créative, durable, ou intelligente, afin de s'affirmer dans un contexte de compétition interurbaine.

L'événement dans la ville

Le deuxième axe développé dans ce numéro concerne l'inscription des événements dans le tissu urbain, et la manière dont ils peuvent participer à leur transformation. Se pencher sur ces manifestations implique en effet de se demander où ils prennent place et ce qu'ils donnent à voir de la ville. Si certains événements adoptent une géographie diffuse dans la ville, à l'image du festival de bande dessinée d'Angoulême (Gravari-Barbas et Veschambre, 2005) ou du festival d'Avignon, ils sont pour la plupart concentrés en un ou quelques lieux centraux, déformant la réalité urbaine (Jamieson, 2004) et ignorant les périphéries. Franchir les limites de la ville implique souvent de créer et penser d'autres événements, à l'image de la Pride des banlieues en Île-de-France qui côtoie une Marche des fiertés avant tout parisienne, même si son point de départ fut une fois en banlieue (Pantin en 2021). Malgré tout, les périphéries urbaines offrent aussi des opportunités foncières réelles, avec de vastes terrains disponibles pour aménager des sites, permanents ou temporaires. Ainsi, l'exposition universelle de Milan en 2015 est en périphérie de la ville, posant alors la question de son accessibilité, notamment pour les touristes, qui disposaient moins fréquemment d'une voiture.

Les articles de ce numéro permettent de prolonger ces questionnements. Tout d'abord, alors que les recherches se sont souvent concentrées sur des événements situés dans les espaces centraux des grandes métropoles (Gravari-Barbas et Jacquot, 2007 ; Jamieson, 2004), plusieurs contributions de ce numéro permettent de montrer le rôle qu'ils jouent lorsqu'ils s'implantent dans des petites villes. [Dans leur article sur le Hellfest à Clisson, Lise Bodin, Corentin Charbonnier et Thomas Sigaud](#) montrent comment, en raison du décalage existant entre la taille du festival et celle de la ville, celui-ci en vient à occuper de larges portions de l'espace local : c'est ainsi qu'il fait l'objet de tout un encadrement afin qu'il puisse « déborder en ville » sans pour autant « déborder la ville ». De même, [l'article d'Antonin Van Der Straeten](#), sur les villes-étapes du Tour de France, montre comment, le temps de son passage, cet événement y reconfigure en grande partie l'organisation de ces espaces : celui-ci conduit en effet à la construction d'un Village du Tour, qui se calque sur la morphologie et l'aménagement spécifique à chaque ville, et produit une urbanité propre à l'événement, régie par un zonage spécifique entre des fonctions logistiques, sportives, ludiques et commerciales. À une échelle plus large, leur implantation dans des petites villes conduit les événements festifs à avoir une portée qui dépasse celle de la localité : tandis que le « débordement » provoqué par le Hellfest a des conséquences jusque dans la métropole nantaise, l'installation du Tour de France dans des sites de petite taille se fait souvent en coordination avec des bases arrières du Tour, implantées dans des villes plus importantes.

L'implantation des événements dans les espaces urbains, par le biais de lieux précis, pose aussi la question des aménagements auxquels ils peuvent donner lieu, et du rôle que ceux-ci peuvent avoir dans la ville. Le fait d'aménager la ville pour l'accueil d'événements n'est pas un phénomène nouveau : il s'est traduit de longue date par la construction de lieux dédiés (stades, salles de spectacle, pavillon...),

tout en influençant la production de nombreux espaces publics iconiques (McGillivray *et al.*, 2022). Cependant, dans les dernières décennies, cette pratique a pris une ampleur inédite sous l'effet de la mondialisation : cet urbanisme événementiel est abordé avec l'idée de créer une atmosphère conviviale, susceptible d'attirer de nouveaux investisseurs, touristes, ou habitant·es (Gomes, 2020), mais aussi de projeter une image de la ville aux yeux du monde (McGillivray, 2019). Dans ce numéro, plusieurs articles montrent comment les aménagements dédiés aux événements se font avec ces impératifs en tête. Ainsi, dans [un portfolio consacré à l'Exposition Universelle de 2020 à Dubaï](#), [Roman Stadnicki et Manuel Benchetrit](#) expliquent par exemple comment les aménagements effectués à cette occasion n'ont pas été construits uniquement dans le but d'accueillir l'événement, mais aussi de fournir une représentation condensée de la ville (et plus largement de l'État). Reprenant le modèle des *Festival Marketplace* états-unien (Guinand, 2022), ces aménagements sont au service d'une mise en spectacle d'une ville mondiale où tout doit, finalement, apparaître comme un événement permanent.



2. Le Parc olympique de Munich (Marine Duc, 2022)

L'aménagement de lieux événementiels pose aussi la question de leur pérennité. Si des infrastructures construites pour les événements ont parfois trouvé une place dans le tissu et la vie sociale urbaine – bien que leur construction ait pu originellement se traduire par le déplacement de certaines populations –, les héritages urbains de ces manifestations connaissent des trajectoires très variables. C'est ce que montre [l'article de David Amalric](#), dans ce numéro, en analysant la transformation de Rio de Janeiro suite au Jeux Olympiques de 2016. À travers le cas du réaménagement de deux places publiques, l'auteur observe comment les Jeux ont contribué à accentuer les contrastes au sein de la ville entre une ville vitrine, revitalisée et offerte aux investisseurs et aux touristes internationaux, et une ville coulisse, laissée pour compte par manque de moyens dès la fin de l'événement et se retrouvant, finalement, encore plus marginalisée. Ces coulisses peuvent parfois refléter les tensions à l'œuvre dans la ville événementielle. Dans [leur portfolio](#), Roman Stadnicki et Manuel Benchetrit présentent des photographies des infrastructures laissées vides suite à l'Exposition Universelle de Dubaï, mais dont la

reconversion (pour la COP26 notamment) mobilise alors un grand nombre de travailleur·es étranger·es. Ces articles soulèvent ainsi l'une des limites de la mondialisation événementielle, à savoir un décalage entre des pratiques mondialisées et des pratiques locales, aux effets urbains locaux non négligeables.

L'inscription dans l'espace urbain des événements ne se lit pas seulement dans les aménagements et les équipements, souvent avancés par les acteur·ices urbain·es comme l'apport le plus important des événements à long terme. Il se voit aussi dans la manière dont les événements peuvent changer la façon dont les espaces publics urbains sont gérés et pratiqués. C'est ainsi que, dans des recherches précédentes, les événements ont été accusés d'accélérer certains processus en cours dans ces espaces, en particulier ceux de privatisation, de marchandisation et de sécurisation (Smith, 2016). Dans le cadre de ce numéro, [un entretien avec la sociologue Myrtille Picaud](#) permet d'approfondir ces débats. En analysant les différentes facettes des politiques de sécurité mise en place à l'occasion des Jeux Olympiques de Paris 2024, cette chercheuse explique comment celles-ci se placent par rapport à une diversité d'enjeux : en plus de limiter les risques associés à l'événement, elles visent aussi à contrôler l'image renvoyée par le pays-hôte à l'international (en mettant de côté des messages et contestations politiques, perçues comme indésirables). En parallèle, elles accompagnent le développement de toute la filière de la sécurité, qui voit dans l'événement une occasion de tester de nouvelles technologies de surveillance. Ces politiques ne sont pas sans conséquence sur les espaces urbains : les Jeux Olympiques offrant un prétexte pour recourir à des mesures de sécurité exceptionnelles, dans un contexte de fort consensus politique et médiatique autour de l'événement, ils apparaissent comme un élément facilitateur en vue d'une potentielle généralisation de ces technologies, sans débat préalable, au-delà du moment événementiel.

La production urbaine événementielle permet donc d'ouvrir de nombreuses pistes de réflexions sur les liens entre événements et villes, en termes de temporalités, mais aussi de lieux et de politiques urbaines associées à ces événements. Cette fabrique de la ville événementielle ouvre également un champ de réflexion sur les liens entre populations et événements, produire la ville pour un événement ayant des effets réels sur la vie quotidienne de ses habitant·es.

Vivre (avec) les événements

Dès le printemps 2024, les affiches enjoignant les Francilien·es à « anticiper » leurs déplacements pendant les Jeux Olympiques de l'été 2024 se sont multipliées dans les couloirs des stations du métro parisien, ou sur les abris de bus. En dépit de la mise en place d'une application dédiée à éviter les zones les plus engorgées, l'augmentation du prix des tickets, l'implantation de zones à accès contrôlé et l'injonction au télétravail – loin d'être réalisable pour tout le monde – a alors fait émerger la crainte que les Jeux Olympiques et Paralympiques se changent, pour les habitant·es, en une assignation à résidence de plusieurs semaines. La « [grande fête populaire](#) » promise au moment de la candidature se heurte ainsi aux nombreux procédés de sélection – voire d'éviction – des publics des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024, dont le lieu de vie est pourtant placé au centre de l'actualité internationale. Dans cette lignée, différentes contributions ont ainsi examiné les expériences citadines de l'événement, et le quotidien urbain des habitant·es avant et pendant les événements.

En effet, les riverain·es subissent souvent le temps de l'événement, mais aussi de sa préparation. Les travaux, les installations d'éléments mobiles (tentes, préfabriqués, sanitaires mobiles, services flottants) ou d'infrastructures plus pérennes (bâtiments, logements, infrastructures de transports) entraînent, pour des périodes variables, leur lot de désagréments, tels que des routes barrées, des adaptations de circulation, des nuisances sonores. À plus long terme, les aménagements décidés dans le cadre de la préparation d'un événement – souvent de dimension internationale – encouragent la spéculation immobilière et accélèrent la gentrification (Appert, 2012 ; Watt 2013 ; Languillon-Aussel 2018), avec pour conséquence d'évincer de leurs quartiers les ménages les plus fragiles sur le plan socio-économique. Dans [un entretien consacré à la ville de Saint-Denis](#) à l'épreuve des Jeux Olympiques, la

géographe Cécile Gintrac revient sur les différents collectifs, dont le Comité de Vigilance JO 2024, qui observent et documentent les effets des grandes opérations d'aménagement menées dans le cadre ou le sillage de cet événement : construction du Village des Athlètes, d'un nouvel échangeur autoroutier, rénovations notamment. Si les projets mis en œuvre sont décrits par les divers acteur·ices impliqué·es (Métropole du Grand Paris, Plaine Commune, le département, la SOLIDEO) comme une nécessité, voire comme une chance, l'augmentation de la pollution, du prix du foncier, et la question du devenir des diverses constructions s'ajoutent à la crainte immédiate, pour les habitant·es d'une saturation des transports et des espaces centraux dédiés à l'implantation de *fan zones*. Cette déconnexion entre opérations prévues dans le cadre de l'événement et les usages de la population résidente est également analysée dans ce numéro par [David Amalric](#), particulièrement à travers l'exemple de la place Américo Brum, espace de rencontre confisqué aux habitant·es de la *favela* de Providência au nom de la modernisation olympique.

C'est ainsi que certaines recherches ont montré, ces dernières années, comment les événements sont devenus un sujet contre lequel se structurent des mobilisations collectives, organisées par des collectifs d'habitant·es, qui dénoncent leurs effets sur l'évolution des villes (McGillivray *et al.*, 2020). Les articles de ce numéro montrent cependant comment, en fonction des cas, ces actions ont des effets variables : à [Rio](#), la lutte contre les politiques d'éviction dans les *favelas* obtient une suspension des travaux non entamés, mais la justice n'épargne pas la place Américo Brum. [En région parisienne](#), la répression des actions militantes rend compliquée la mise en place d'actions de grande envergure, dans un contexte où le relais médiatique des inquiétudes des habitant·es est occulté par une vaste campagne de communication sur l'héritage positif des jeux et l'opportunité de rebâtir l'image du territoire dionysien. Ce travail sur l'image est également au cœur de [l'article de Florie Bresteaux](#), dans lequel elle revient sur la promotion des Jeux Paralympiques comme catalyseur d'un « Paris inclusif », pari qui se heurte à de nombreux obstacles, au premier rang desquels figurent les politiques tarifaires de l'événement (transports, hébergement, billets).

Au-delà des coûts d'entrée pouvant être prohibitifs, les modalités d'organisation des événements impliquent, au nom de la sécurité, une présence policière et armée, ou d'agent·es de société de sécurité privée, dont la présence et les pratiques (contrôles d'identité, barrages filtrants, blocages de certains accès) engendrent un sentiment de dépossession de l'espace de vie habituel, à plus forte raison lorsque cela s'ajoute à un flux important de visiteur·ses. Dans [son entretien](#) consacré à la politique de sécurité mise en place pour les Jeux Olympiques 2024, Myrtille Picaud revient sur les différents dispositifs déployés avant et pendant l'événement, se traduisant entre autres par une limitation de l'accès à certaines zones, la généralisation des contrôles d'identité ou l'usage de techniques de vidéosurveillance sophistiquées. La place prépondérante de la sécurité interroge de nouveau le caractère supposément festif de l'événement, aussi parce que de nombreux usages de l'espace public seront suspendus : mendicité, vente à la sauvette, occupation de l'espace sans consommer. Dans un tel contexte, la question de l'événement comme opportunité économique semble se poser de manière différenciée en fonction des propriétés sociales et des catégories professionnelles. Les « gagnant·es » évoqué·es, comme les propriétaires de logement, d'hôtels, de restaurants, le sont d'ailleurs souvent à certaines conditions, comme celle de vendre les produits des sponsors de manière préférentielle (voir [l'entretien avec Cécile Gintrac](#)).

Face à de telles constatations, dans quelles configurations les événements peuvent-ils faire advenir les espaces d'un possible vivre-ensemble (Stevens et Shin, 2014), et espérer altérer, même de manière circonscrite dans le temps et l'espace, les hiérarchies et les rapports sociaux ? Cette question est centrale dans [l'article d'Élodie Salin](#) sur l'Arte Lucus, des festivités organisées pour célébrer l'enceinte romaine située dans la ville de Lugo, en Espagne. En observant les dimensions matérielles et idéelles d'un événement de reconstitution historique, l'article se focalise sur l'appropriation de cette fête par la population locale et sur la figure centrale du rempart de la ville. L'analyse montre ainsi comment l'association de faits avérés et de récits mythiques participe à l'élaboration de nouveaux imaginaires locaux et discours territoriaux. Moments de célébration, les événements peuvent aussi se faire l'écho de messages politisés : dans le cas d'Arte Lucus, la réappropriation citoyenne d'éléments historiques

mis en spectacle sert des revendications féministes et des affirmations identitaires, dans le contexte d'une montée en puissance des discours régionalistes.

Enfin, les contributions de ce numéro intègrent la question du rapport entre les habitant·es et les participant·es aux événements venu·es occuper temporairement les lieux. Souvent au cœur des événements urbains, l'expérience festive implique des activités se déroulant la nuit, des consommations excessives, des comportements bruyants ou transgressifs pouvant occasionner des nuisances. Dans [son entretien](#), Cécile Gintrac revient par exemple sur les nuisances occasionnées par les grands événements au Stade de France, et les coûts engendrés pour les collectivités locales. À l'inverse, à Clisson (voir [l'article de Lise Bodin, Corentin Charbonnier et Thomas Sigaud](#)), les diverses formes de débordement que sont le stationnement, la circulation ou le camping hors du périmètre du Hellfest ont fait l'objet d'un encadrement croissant, qui engendre une meilleure acceptation du « débordement de la réserve émotionnelle » des festivalier·es. Derrière les débats persistants autour de la « ville événementielle », et de son rôle dans la production des espaces urbains, ce numéro permet donc tout autant d'interroger la capacité des événements à transformer les relations qui se tissent entre les populations qui cohabitent au sein des espaces urbains, que ce soit pour renforcer des frontières existantes ou pour recréer de nouveaux liens.

MARIE BONTE, SÉVERIN GUILLARD ET CHARLOTTE RUGGERI

Sommaire du numéro

Événements et production institutionnelle de la ville

[La place des villes dans la « festivalisation » de la culture \(spatialités, publics, gouvernance\), par Julien Audemard, Aurélien Djakouane, Edwige Millery et Emmanuel Négrier](#)

[La diffusion de l'événementiel à Montréal par les Sociétés de Développement Commercial \(SDC\) : de l'événementiel ordinaire aux aménagements urbains pour une ville festive et sécurisée, par Marie-Laure Poulot](#)

[Course au label Capitale Européenne de la Culture en 2028 : événementialiser la préparation, par Cristina Sanchez-Algarra](#)

[Les Rencontres de la photographie à Arles, entre opérateurs privés, pouvoir municipal et espaces \(in\)disponibles, par Gwendal Simon](#)

L'événement dans la ville

[Déborder en ville sans déborder la ville : le Hellfest à Clisson, par Lise Bodin, Corentin Charbonnier et Thomas Sigaud](#)

[Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 : sécuriser l'événement, surveiller la ville ? Entretien avec Myrtille Picaud](#)

[Portfolio : Faire ville ou refaire événement : le dilemme de Dubaï Expo 2020, par Roman Stadnicki et Manuel Benchetrit](#)

[Accueillir le Tour de France dans la ville : spatialisations logistiques et festives de l'espace sportif, par Antonin van der Straeten](#)

Vivre (avec) les événements

[D'une place à l'autre : contrastes olympiques dans la « revitalisation » du port de Rio de Janeiro, par David Amalric](#)

[Saint-Denis, la vraie ville des Jeux olympiques ? Entretien avec Cécile Gintrac](#)

[Un modèle d'urbanité inclusive au prisme de la promotion des Jeux Paralympiques 2024, par Florie Bresteaux](#)

[Appropriations habitantes de l'événement Arde Lucus : la romanité réinventée au service de la célébration d'un monument du patrimoine mondial, l'enceinte romaine de Lugo \(Galice, Espagne\), par Elodie Salin](#)

Bibliographie

Ambrosino C. et Guillon V., 2014, « Les tournants culturels des sociétés urbaines », in San Marco P. et Djament G. (dir.), *La métropolisation de la culture et du patrimoine*, Paris, Le Manuscrit, 61-76.

Appert M., 2012, « Les JO 2012 à Londres : un grand événement alibi du renouvellement urbain à l'est de la capitale », *Géococonfluences*, [en ligne](#).

Barandier H., 2014, « Coupe du monde et Jeux olympiques à Rio : quel legs urbain ? », *Urbanités*, [en ligne](#).

Bonte M., 2024, *Nuits de Beyrouth. Géographie de la fête dans une ville post-conflit*, Lyon, ENS Editions, 348 p.

Bonte M. et Duc M., 2020, « Espaces publics, espaces ouverts ? Pratiques festives, régulations et normativité dans un Beyrouth post-conflit. Entretien avec Marie Bonte », *Urbanités*, [en ligne](#).

Boogaarts I., 1993, « Festivalomania. A la recherche du public marchand », *Les Annales de la Recherche Urbaine*, n°57-58, 114-119.

Brennetot A., 2004, « Des Festivals pour animer les territoires », *Annales de géographie*, n°635, 29-50.

Chadoir P., 2007, « La ville événementielle : temps de l'éphémère et espace festif », *Géocarrefour*, Vol. 82/3, [en ligne](#).

Di Méo G. (dir.), 2005, « Le renouveau des fêtes et des festivals », *Annales de Géographie*, n°643, vol. 3.

Dorignon L., 2014, « “Best beer, best live music” : espaces de la musique, consommation d'alcool et conflits sociaux à Melbourne (Australie) », *Urbanités*, [en ligne](#).

Duffy M. et Mair J., 2021, « Future trajectories of festival research », *Tourist Studies*, Vol.21(1), 9-23.

Finkel R. et Platt L., 2020, « Cultural festivals and the city », *Geography Compass*, 14(9), [en ligne](#).

Gintrac C. et Kloeckner L., 2019, « À cinq ans des Jeux, l'oubli de la Seine-Saint-Denis », *Métropolitiques*, [en ligne](#).

Giordano E. et Ong C.-E., 2017, « Light festivals, policy mobilities and urban tourism », *Tourism Geographies*, vol. 19, No.5, 699–716.

Gogishvili D., 2018, « Baku formula 1 city circuit: Exploring the temporary spaces of exception », *Cities*, 74, 169–178, [en ligne](#).

Gold J., et Gold M., 2020, *Festival Cities: Culture, Planning and Urban Life*, Routledge.

Gomes P., 2020, « The birth of public space privatization: How entrepreneurialism, convivial urbanism and stakeholder interactions made the Martim Moniz square, in Lisbon, “privatization-ready.” », *European Urban and Regional Studies*, 27(1), 86–100, [en ligne](#).

Gravari-Barbas M., 2009, « La “ville festive” ou construire la ville contemporaine par l'événement », *Bulletin de l'Association de Géographes Français*, 86-3, 279-290.

- Gravari-Barbas M. et Jacquot S., 2007, « L'événement, outil de légitimation de projets urbains : l'instrumentalisation des espaces et des temporalités événementiels à Lille et Gênes », *Géocarrefour*, n°82, vol. 3, [en ligne](#)
- Gravari-Barbas M. et Veschambre V., 2005, « S'inscrire dans le temps et s'appropriier l'espace : enjeux de pérennisation d'un événement éphémère. Le cas du festival de BD à Angoulême », *Annales de géographie*, n°643, 285-306.
- Guillard S. et McGillivray D., 2022, « Eventful policies, public spaces and neoliberal citizenship: Lessons from Glasgow », *Cities*, Vol.130, [en ligne](#).
- Guinand S., 2022, *Festival marketplaces, entre postérités et discontinuités : après la régénération urbaine*, Gollion, Infolio, 151 p.
- Hancock, C., & Lieber, M., 2017, « Refuser le faux dilemme entre antisexisme et antiracisme. Penser la ville inclusive. » *Les Annales de la Recherche Urbaine*, 112(1), 1625. <https://doi.org/10.3406/aru.2017.3236>
- Jannier F., 2014, « Poursuivre "la reinvention d'une ville" : les jeux du Commonwealth 2014 à Glasgow », *Urbanités*, [en ligne](#).
- Lamond I. et Platt L., 2016, *Critical Event Studies. Approaches to Research*, Palgrave Macmillan.
- Languillon-Aussel R., 2018, « De la renaissance urbaine des années 2000 aux Jeux olympiques de 2020 : retour sur vingt ans d'intense *spatial fix* à Tokyo », *Ebisu*, 55.
- Lindgaard J., 2024, *Paris 2024 : une ville face à la violence olympique*, Quimperlé, Editions Divergences.
- McGillivray D., 2019, « Sport events, space and the 'Live City.' », *Cities*, 85, 196–202, [en ligne](#).
- McGillivray D., Guillard S. et Reid E., 2020, « Urban Collective Action: The Case of Events Hosted in Public Space », *Urban Planning*, Vol 5, N°4, [en ligne](#).
- McGillivray D., Guillard S. et McPherson G., 2022, « The Contested Role of events in Public Squares: the Case of George Square, Glasgow », in Smith A., Osborn G. et Quinn B., *Festivals and the City: the Contested Geographies of Urban Events*, Westminster University Press, 59-76.
- Mooney G., 2004, « Cultural Policy as Urban Transformation? Critical Reflections on Glasgow, European City of Culture 1990 », *Local Economy*, Vol. 19, Issue 4, 327-340.
- Paddeu F., 2024, « L'écologie populaire face à l'urbanisme olympique », *Métropolitiques*, [en ligne](#).
- Picaud M., 2021, « Les grands événements, olympiades de la sécurité urbaine numérique ? », *Métropolitiques*, [en ligne](#).
- Platt L. et Finkel R., 2020, *Gendered Violence at International Festivals: An Interdisciplinary Perspective*, Abingdon, New York, Routledge.
- Quinn B., 2005, « Arts Festivals and the City », *Urban Studies*, Vol.42, n°5-6, pp.927-943
- Quinn B., 2009, « Festivals, events and tourism », in Jamal, T. et Robinson, M. (eds), *The SAGE Handbook of Tourism Studies*, Sage, 483-503.
- Richards G. et Palmer R., 2004, *Eventful Cities: Cultural Management and Urban Revitalisation*, Routledge.
- Sallenave L., 2017, « Le "Grenoble Street Art Fest", catalyseur d'images institutionnalisées et détournées. Enjeux discursifs et territoriaux », *Urbanités*, [en ligne](#).
- Smith A., 2016, *Events in the City: Using Public Spaces as Event Venues*, Abingdon, New York, Routledge.
- Spracklen K. et Lamond I.R., 2016, *Critical Event Studies (1st ed.)*, Abingdon, New York, Routledge.

Stevens Q. et Shin H., 2014, « Urban Festivals and Local Social Space », *Planning Practice & Research*, 29/1, [en ligne](#).

Tremblay R. et Tremblay D.-G., 2010, *La classe créative selon Richard Florida. Un paradigme urbain plausible?* Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 224 p.

Vivant E., 2009, *Qu'est-ce que la ville créative ?*, Paris, PUF, 96 p.

Watt P., 2013, « 'It's not for us'. Regeneration, the 2012 Olympics and the gentrification of East London », *City*, 17, 1, 99-118.